L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 3 JANVIER 1850

Imprime et publie par
RAGNE & WEISE.
No. 63, rue de Chartres.

A NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 3 JANVIER.

RAPPORTS DES DEPARTEMENS.

Nous trouvons dans le *National Intelligencer* du 25, double format, non seulement le message du président, mais plusieurs particulieres du *Pic-ayune* avait apporté en ville depuis lundi, mais les rapports de tous les secrétaires formant le cabinet. Nous les avons parcourus pour en donner un sommaire, car nous ne croyons guère nos lecteurs pas à lire le rapport dans son entier. On trouvera dans le résumé que nous donnons ci-dessous tout ce que les rapports du secrétaire du trésor, du secrétaire de la guerre et du secrétaire de la marine, qui forment d'ensemble. Nous commencerons par le rapport de la trésorerie.

Rapport du Secretaire du Tresor.

Les revenus de la république pour l'année qui se terminera le 30 juin 1851 sont évalués à un total de $34,45[illegible]; les dépenses pour la même période sont évaluées à $34,907,012 73. Il y aura donc un déficit apparent sur le compte de la présente année financière, de la somme de $16,375,214 39.

L'estimation ci-dessus de la réception aux Etats-Unis, d'après ce que les droits sont à la charge du trésor, ces revenus, des trente six mois à venir, ne suffiront pas aux dépenses et il n'y a que deux manières dont les revenus excédent les dépenses.

Les dettes publiques s'élèvent à $[illegible]71 6,3 71; elles augmentent, parce que les revenus ordinaires de la guerre du Mexique. Mais les ressources de notre trésor, ayant vaincu et une dette de soixante millions de piastres, ne peuvent être atteintes à notre crédit. Pour pouvoir aux exigences du moment, il ne faut pas hésiter, il suffit d'autoriser une émission de bons du trésor.

Ainsi, si les revenus répondent aux besoins du gouvernement, il n'aura pas de revoir le tarif. Le secrétaire du trésor propose les modifications suivantes: augmentation de droits sur les articles de provenance étrangère dont les analogues ne sont produits aux Etats-Unis; application de droits spécifiques sur les soies de toutes les espèces; imposition des droits ad valorem sur les marchandises qui ne sont pas spécifiquement dénommées dans le tarif; imposition d'un droit de 4 cents par gallon sur les vins importés dans des bouteilles, et de 2 cents par gallon sur les vins importés dans des barils.

La somme de $4,000,000 est demandée pour les besoins du service actuel.

Rapport du Directeur-General des Postes.

Le rapport du Directeur-Général des Postes figure comme les autres dans les colonnes du *National Intelligencer*, mais on se souvient sans doute qu'un journal de Baltimore, servi à Washington par un ami complaisant, en a eu la primeur. Le rapport de M. Collamer était donc livré au public avant d'être soumis officiellement au Congrès. Nous avons, comme tous nos confrères, profité de cette infraction aux règlements des bureaux et nous avons publié, il y a plusieurs jours, une analyse détaillée de l'œuvre du directeur-général des postes. Il serait donc oiseux d'y revenir.

Département de l'Intérieur.

Il nous reste le rapport du Secrétaire de l'Intérieur, mais nous nous voyons forcés d'en ajourner l'analyse à demain.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE
TRANSMISE A L'ABEILLE.

Baltimore, 1er janvier 1850.

Ce que je vous ai dit du prix du coton a été emprunté à la *Tribune* de New-York; les cotons sont exacts. Les journaux de Liverpool du 15 disent que le coton est coté actuellement sur cette place à 5/8 d. au-dessous du prix le plus élevé qu'il a atteint cette année.

Havre, 12 décembre.—Les ventes de coton de la dernière quinzaine ont monté à trois mille cent balles, et il en a été reçu dans le même espace de temps quatre mille quatre cents. Le stock se compose de vingt-huit mille balles. L'Orléans est coté de fr. 83 à fr. 99; le Mobile, de fr. 87 à fr. 92 1/2; l'Upland, de fr. 83 à fr. 93 1/2.

Anvers et Hambourg.—Ces deux places sont calmes. Le stock de coton est de deux mille balles seulement, mais les prix n'ont pas fléchi.

UNE SUITE DE L'AFFAIRE RAY. — L'affaire Ray n'a pas été portée devant la Cour de District des Etats-Unis, grace à la décision du grand jury, mais elle a provoqué, dit-on, notre et entière, des incidents pleins d'intérêt pour un public avide d'émotions. On sait que le secret des délibérations du grand jury a été divulgué, au *True Delta*, et que ce journal s'oblige et imprimé en superbes majuscules les noms de ceux des jurés qui avaient voté contre la mise en jugement au nombre d'Espagne et de ceux qui avaient prononcés pour le renvoi de l'affaire devant la Cour.

Il y a deux deux semaines de cela. Quelques uns des jurés, mécontents de cette petite niche du *True Delta*, se sont plaints à la Cour, et ont demandé que les éditeurs du journal fussent cités à la Cour du grand jury. Le 21 décembre, M. Magnnus, l'un des propriétaires, comparaissait devant ces juges et avait sommé de dénoncer celui des grand jurés dont il tenait ses renseignements. Il refusa de répondre avant de prendre conseil, et la Cour, tenant droit à sa requête, suspendit les engagements jusqu'au 31 décembre.

M. Magnus a comparu de nouveau hier devant le grand jury, mais cette fois il était accompagné de son avocat, M. M. Frost. Dufour, Ogden, Warfield et Strawbridge. Interrogé par le président, il a déclaré qu'il ne connaissait pas personnellement les jurés qui avaient voté contre la mise en jugement de Ray, mais qu'il avait entendu plusieurs d'entre eux exprimer leur opinion dans le cabinet particulier du grand jury. Il a refusé de nommer ces jurés, déclarant que ce serait violer la confiance qu'ils avaient placée en lui. Il a déclaré qu'il était prêt à subir la punition que la Cour jugerait à propos de lui infliger.

Le président a répondu que les commissaires de police ne pouvaient pas être entendus à moins d'une requête écrite. Cette requête a été présentée, et, sur la motion de M. Rost, sera entendue hier. Le président a ordonné que M. Magnus fût mis en liberté sous caution de $1,000.

"A présent, a-t-il ajouté, les commissaires de police ne peuvent pas être entendus à moins d'une requête écrite. Cette requête a été présentée, et, sur la motion de M. Rost, sera entendue hier. Le président a ordonné que M. Magnus fût mis en liberté sous caution de $1,000.

M. Boyd demande que les réglements de l'ancienne Chambre soient adoptés, à l'exception du onzième réglement portant qu'une majorité des Représentans est nécessaire pour élire les officiers.

M. Wentworth déclare qu'il proposera aussi des amendemens aux réglemens.

M. Schenck annonce qu'il présentera une résolution pour établir un comité de commerce étranger et un comité de commerce intérieur.

M. Bliss porte à la Chambre le message du président. Ce document est lu et l'impression en est ordonnée. Un membre propose de le faire traduire et d'en imprimer cinq mille exemplaires en français. Cette motion est écartée. Un autre membre demande que le message soit traduit en allemand et imprimé dans cette langue à cinq mille exemplaires. Cette proposition est adoptée par 115 voix. M. Bailey propose de reconsidérer le vote: il ne croit pas qu'il convienne d'établir un pareil précédent. Sa motion n'est pas mise aux voix et la Chambre s'ajourne.

CHAGRES. — Le vapeur *Alabama*, capitaine Wright, venant de Chagres, nous a apporté des jours de Panama jusqu'au 15 décembre. Il nous annoncent qu'en vertu de la loi votée l'été dernier par le Congrès de la Nouvelle Grenade s'érigeant à Bogota, le transit par l'isthme de Panama devient libre à partir du 1er janvier 1850.

ASSOCIATIONS LEGITIMISTES.

On lit dans l'*Evénement*:

"Hier, une des salles du parquet, ordinairement couverte, est restée scrupuleusement fermée à la curiosité des visiteurs. Cette salle contient, en effet, le secret du pour drame qui s'est, l'avant dernière fuit, accompli rue Rumfort, 16.

Les pièces saisies dans le conciliabule nocturne étaient été transportées dans cette salle. Bien que les journaux aient parlé de ces pièces, ce n'est pas la curiosité publique, il serait exposé à manquer d'aliment malgré son dévouement, d'approbation magre ses services, à être attaqué comme un révolutionnaire par les défenseurs aveugles des abus, qui avaient donné une nouvelle force à la vérité, en offrant la primitive de sa confiance et de l'autorité.

"M. Rossi accepte. S'asseurant quelques généreux collègues, il entreprit avec beaucoup de courage, et il apporta, peut-être avec trop d'exagération, dans l'exposition de l'œuvre la plus odieuse dans ses principes, la plus coupable dans ses résultats, dans ses moyens d'exécution, il s'y connaissa tout entier. Il osa l'art d'émouvoir un cierge trop mi-jour et trop pour l'ensemble de la souveraine. Nous ne savons pas si la souveraine a été touchée, mais nous savons que la majorité a été ébranlée.

"Le discours ne fut pas prononcé. Les journaux de ce qui devait en être la matière, et l'on sait avec quelle rapidité ils font circuler les nouvelles. Le discours de M. Rossi fut connu avant même qu'il eût été prononcé. Il fut lu, commenté, critiqué, et, dès le lendemain, il était devenu l'objet de l'attention générale. Il était impossible de prévoir que le discours ne serait pas prononcé, et que la Chambre ne serait pas appelée à entendre le 13 novembre, pour moins ou M. Rossi devait faire à l'Assemblée les Députés, dans la salle de la Chancellerie, le langage que l'Excellence a tenu à Gramont.

"Les législateurs des deux parties ne pouvaient pas rester en présence de ce discours. Ils ne pouvaient pas rester sous le coup de ce qu'il contenait. Ils ne pouvaient pas laisser à l'Europe entière le temps de réfléchir à